

Bern, 16. Januar 2020



Überparteiliche Medienkonferenz / Conférence de presse interpartis
JA zum Schutz vor Hass am 9. Februar / Redetexte
Stop à la haine – OUI le 9 février / Discours

Es gilt das gesprochene Wort / Seules les paroles prononcées font foi

Mathias Reynard

conseiller national PS (VS) et initiateur de la modification de loi

La votation du 9 février prochain contre la haine homophobe me tient particulièrement à cœur. Le chemin a été long depuis le dépôt de ma proposition en mars 2013. La lenteur des processus s'explique notamment par l'absence de statistiques sur les violences homophobes ou transphobes en Suisse. Ce manque de données conduit trop souvent le monde politique à nier cette réalité, ou du moins à en minimiser l'étendue et la gravité. Divers indicateurs devraient pourtant nous alarmer. Tous montrent que la violence spécifique à l'encontre des personnes LGBT+ est nettement supérieure à la moyenne. Les agressions homophobes qui ont fait la Une des médias en Suisse romande il y a quelques mois et encore à Zurich le 31 décembre dernier ne sont malheureusement que la pointe de l'iceberg. À titre d'exemple, l'antenne de signalement LGBT+ Helpine, lancée en Suisse en 2016, recense depuis lors plus de deux agressions homophobes ou transphobes par semaine. Au-delà de ces cas de violences physiques, la violence verbale et le harcèlement font des ravages, engendrent de terribles souffrances et, parfois, tuent. Selon une étude de l'université de Zurich, 20 % des homosexuels ont tenté de se suicider en Suisse, un chiffre largement supérieur à la moyenne. Derrière ces données, ce sont des drames humains, et énormément de souffrances.

Or, jusqu'à présent, le Code pénal ne réprimait pas les propos homophobes en tant que tels. Cette lacune juridique, qui est d'ailleurs en contradiction avec notre propre Constitution, a été pointée du doigt à plusieurs reprises au niveau international : par le Comité des droits de l'Enfant des Nations Unies, par la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance ou, encore, lors de l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

En 2013, j'avais été contacté par différentes associations qui défendent les droits LGBT+ pour me parler de cette lacune juridique et c'est suite à cela que j'ai proposé au Parlement de compléter l'article 261bis du Code pénal afin de l'étendre à la haine homophobe. Après six ans de débats et d'hésitations, en décembre 2018, le Parlement a accepté en vote final



cette proposition, à une très large majorité. Au même titre que le racisme et l'antisémitisme, l'homophobie ne serait dès lors plus considérée en Suisse comme une simple opinion. Ces incitations à la haine et à la discrimination seraient reconnues comme des délits.

Or cette avancée a été remise en cause par un référendum. Avec des méthodes de récoltes de signatures scandaleuses, des opposants sont parvenus à leur fin. Le peuple suisse se prononce donc à ce sujet le 9 février 2020. C'est une occasion pour la population d'affirmer haut et fort son soutien à une Suisse de la tolérance et du vivre-ensemble. Même s'il reste encore beaucoup à faire pour les droits LGBT+, cette modification représenterait une énorme avancée et une protection nécessaire pour des centaines de milliers de personnes en Suisse. Il est temps de fixer une limite et de lancer un signal extrêmement fort : les actes et les propos homophobes ne doivent plus être tolérés en Suisse.

Si je devais résumer en 3 arguments pourquoi il est nécessaire de dire OUI le 9 février :

- **Un vide juridique :** tout d'abord parce que la haine contre les personnes gay, lesbiennes et bisexuelles en tant que groupe n'est pas encore punissable en Suisse. Elle entretient un climat hostile dans lequel des propos haineux et attaques physiques sont fréquents, et où les jeunes homosexuel-le-s et bisexuel-le-s ont beaucoup plus de risque de tenter de se suicider que les jeunes hétérosexuel-e-s.
- **Une protection contre la haine :** ensuite, parce que ni la liberté d'expression ni la liberté de croyance ne seraient limitées. Les questions de société pourront toujours être débattues, et les avis cantonnés à la sphère privée appartiennent à tout un chacun. En revanche, la discrimination et les appels à la haine ne représentent en rien une opinion. Ce fonctionnement blesse et tue, année après année dans notre pays. Il ne doit pas rester impuni. La honte doit changer de camp !
- **Un projet rassembleur :** Finalement parce que cette initiative est modérée. La preuve est que nous avons obtenu un consensus très large. Tous les partis, à l'exception de l'UDC, ont soutenu cette norme. Le Conseil fédéral, une large coalition d'organisations et associations ainsi que tous les cantons suisses (excepté Schwyz) sont favorables. C'est une proposition qui n'a rien d'extrême, construite sur plusieurs années et mettant d'accord tous les milieux.

OUI le 9 février. OUI à la protection contre les discriminations. OUI à une Suisse du vivre-ensemble et du respect des droits humains !



Sibel Arslan

Nationalrätin Grüne (BS)

Die Gesetzeserweiterung als wirksame Suizidprävention

Man weiss aus der psychologischen Forschung schon lange, dass Ausschluss und damit Mangel an Zugehörigkeit, den grösstmöglichen seelischen Schmerz verursacht. Ein Kind, das hört, mir dir spielen wir nicht, wird ebenso schwer verletzt wie ein Homosexueller, der hören muss, dass er so wie er ist, falsch ist. Wenn sich solche Erlebnisse häufen, leidet das Selbstwertkonzept. Wer sich nicht als wertvoll und zugehörig fühlen kann, hält schlussendlich wenig von sich selber.

Es ist deshalb nicht verwunderlich, dass die Suizidrate bei Homosexuellen, Transmenschen und Bisexuellen deutlich erhöht ist.

Bei LGBTIQ-Jugendlichen ist dieses Risiko sogar um ein Mehrfaches höher.

Umfrageergebnisse von 2.5 Millionen Jugendlichen aus zehn verschiedenen Staaten zeigen, dass bei schwullesbischen Jugendlichen das Suizidrisiko dreifach und bei transgender Jugendlichen gar um das sechsfache höher ist als bei ihren gleichaltrigen, heterosexuellen Jugendlichen.

Die Gesetzeserweiterung ist (also) nicht nur ein Gebot der Menschenwürde und Schutz vor Hass und Angriffen, sondern ganz klar auch eine wirksame Suizidprävention.

Damien Cottier

conseiller national PLR (NE)

Comblen les lacunes de la législation et appliquer la protection prévue par la Constitution

La législation actuelle permet de combattre les délits contre l'honneur : injures, diffamation, etc. sont réprimées par le code pénal. Les opposants n'ont de cesse de le rappeler. Mais ils omettent d'ajouter que ces dispositions sont limitées à des attaques proférées à l'égard d'une personne en particulier ou d'un groupe clairement défini et circonscris.

Une insulte à l'égard de groupes aussi larges que « les homosexuels » ou « les lesbiennes » p.ex. n'est pas punissable, car le nombre de personnes auquel ces propos s'adressent est trop large et divers et donc pas assez clairement défini.



Depuis 25 ans, il n'en va heureusement plus de même pour les insultes en fonction de critères raciaux, ethniques ou religieux. L'article 261 bis CP (norme pénale contre les discriminations) a permis de lutter contre les injures ou appels à la haine à l'égard de ces groupes.

Aujourd'hui la situation est paradoxale: on peut, sans crainte de sanction, insulter ou appeler à la haine ou proférer des injures contre les homosexuels, alors que les mêmes propos à l'égard p. ex. d'une minorité religieuse ou ethnique sont punissables.

Le nombre d'incidents à l'encontre des homosexuels dans notre pays reste élevé. Cela n'est pas forcément visible pour la majorité de la population. Mais les personnes concernées le savent. Et elles le vivent. Parfois sous forme d'intimidation ou d'injure, parfois jusque dans leur chair, comme on l'a hélas encore vu la nuit de Nouvel An à Zurich.

Or avec les étrangers et les minorités ethniques et religieuses les homosexuels sont un des groupes pris traditionnellement pour cible d'agressions et de discriminations. Il ne faut pas attendre qu'une agression individuelle – verbale ou physique – ait lieu pour agir. C'est trop tard. L'Etat doit déployer des politiques préventives pour empêcher la diffusion de la haine et de la discrimination et promouvoir le vivre ensemble.

Cette nouvelle norme pénale sera importante dans ce dispositif :

- elle donnera un signal très clair de ce qui est admissible et de ce qui ne l'est pas.
- elle permettra aussi de lutter contre les personnes ou groupements qui voudraient diffuser une idéologie de haine et de discrimination et ceci avant que des actes violents ne se multiplient envers des personnes individuelles.

Les opposants citent parfois l'article 8 de la Constitution, l'article sur l'égalité, qui interdit les discriminations en fonction du mode de vie. Ils disent que cette protection est suffisante. Ils le disent à tort car cet article n'est pas immédiatement applicable pour une poursuite pénale. Il fixe un principe qui doit être décliné dans la législation. L'extension de l'art 261 bis CP n'est rien de plus que la mise en œuvre de ce principe à l'égard des minorités sexuelles.

Elle met aussi en œuvre l'article 7, qui est le premier des droits fondamentaux cités par la Constitution fédérale. Il est très court et très clair et il résume à lui seul l'enjeu de cette votation : « la dignité humaine doit être respectée et protégée. »

Voulez-vous mettre en vigueur cette disposition à l'égard des minorités sexuelles et rendre pénalement répréhensible les atteintes graves à ce principe ? C'est finalement la question qui nous est posée le 9 février. Et pour moi comme pour le PLR la réponse est clairement : OUI.



Beat Flach

Nationalrat GLP (AG)

Die geltende Antirassismus-Strafnorm ist vor dem Hintergrund des Holocaust entstanden. Die Gräueltaten im Zusammenhang mit der Verfolgung und Ermordung von Millionen Menschen sollten sich nicht wiederholen. Denn am Anfang standen nicht die Gaskammern, sondern eine nie dagewesene Hetz- und Hasskampagne die auf allen damals verfügbaren Kanälen verbreitet wurde und den Boden bereite, um eine ganze Menschengruppe zu entwürdigen, herabzusetzen und letztlich so zu entmenschlichen, dass man ihnen jenen Schutz entziehen konnte, den eigentlich jeder Staat im innersten Kern zum Sinn hat, nämlich Fürsorge für die Menschen im Staat. Unser Anti-Rassismus-Artikel ist durch den Willen beseelt, so etwas nie wieder zuzulassen.

Die vom Parlament mit grosser Mehrheit beschlossene Gesetzesänderung will nun endlich den Anti-Rassismus-Artikel auch mit den Lesben, Schwulen und Bisexuellen als gesamte Gruppe ergänzen. Auch diese Erweiterung macht vor dem Hintergrund der Entstehung dieser Strafnorm Sinn. Denn zu Opfern des Holocaust zählten neben den Juden und Behinderten auch Schwule und Lesben. Die enthemmte öffentliche Hetze und die Verbreitung von beispiellosem Hass erfasste auch sie.

Wer öffentlich zu Hass oder Diskriminierung von Menschen wegen ihrer Rasse, Ethnie oder Religion aufruft, macht sich nach der aktuellen Fassung des Anti-Rassismus-Artikels im Strafgesetzbuch strafbar. Neu soll sich auch strafbar machen können, wer dasselbe gegen die Bevölkerungsgruppe der Lesben, Schwule, Bisexuelle (LGBT) tut.

Der öffentliche Raum, in dem Meinungen ausgetauscht werden ist heute nicht mehr derselbe, wie ehemals. Debatten Diskussionen und Meinungsäusserungen sind heute im Internet Omnipräsent. Der Dorfplatz und die Lokalzeitung sind den Sozialen Medien gewichen. Die Unterscheidung zwischen Verfasser und Leser ist unscharf geworden und dank Facebook, Twitter und unzähligen anderen Plattformen ist die Öffentlichkeit von jedem Handy aus erreichbar. Diese neuen Möglichkeiten, mit denen wir alle heute umgehen, haben unsere Kommunikation revolutioniert und schaffen grosse Chancen für unsere Demokratie und ganz neue Informationskanäle für uns alle. Noch nie in der Geschichte war die Meinungsäusserungsfreiheit und die tatsächliche Möglichkeit auch gehört, oder gelesen zu werden, so gross wie heute.

Mit diesen Möglichkeiten geht aber auch eine grössere Verantwortung einher. Denn leider haben auch Hassreden gegen Personen und Bevölkerungsgruppen im Internet zugenommen. Solche Reden überschreiten aber die Grenzen der Meinungsäusserungsfreiheit. Sie tragen in sich den Keim der Gewalt. Unsere liberale Demokratie verlangt darum danach, dass wir auch im Internet gegen Hassreden vorgehen, die sich gegen Die Menschengruppe der LGBT richtet. In Zukunft müssen darum auch gleichgeschlechtlich Liebende vor kollektiver Verunglimpfung, Herabwürdigung und Hetze



effektiv geschützt werden. Dies wird auch dabei helfen, gewalttätige Übergriffe zu verhindern. Denn wie schon Bertold Brecht es formulierte: «Der Schoss ist fruchtbar noch, aus dem das kroch.» Die Meinungsäusserungsfreiheit bleibt dabei gewahrt.

Die Anti-Rassismus-Strafnorm ist wirksam und ihre präventive Kraft ist seit ihrer Einführung spürbar und hat zu einem klaren Bekenntnis der Gesellschaft geführt, Hassreden und Hetze gegen Rasse, Ethnie oder Religion nicht zu akzeptieren. Die Erweiterung um die sexuelle Orientierung wird diese präventive Kraft auch entfalten. Wer öffentlich hetzt und Hass sät um eine menschengruppe herabzusetzen, zu entwürdigen um sie letztlich rechtlicher Willkür und Verfolgung preiszugeben, vertritt keine Meinung, sondern begeht eine strafwürdige Tat, denn Hass ist keine Meinung. Die Anpassung des Gesetzes ist sinnvoll und wird sich positiv auswirken.

Philipp Kutter
Nationalrat CVP (ZH)

Die Meinungsäusserungsfreiheit stellt eines der zentralen Menschenrechte dar und ist auch weiterhin garantiert. Sie ist in unserer offenen und pluralistischen Gesellschaft ein hohes Gut. Gerade in unserer direkten Demokratie muss es immer Raum geben für Vielfalt und Widerspruch. Deshalb wird das Grundrecht der Meinungsäusserungsfreiheit in Art. 16 der Bundesverfassung auch ausdrücklich garantiert.

Das Recht auf freie Meinungsäusserung ist aber auch mit Rechten und Pflichten verbunden. Denn unsere Gesellschaft lebt auch von Toleranz. Die Meinungsfreiheit gilt nicht absolut und darf nicht für Hass und Hetze missbraucht werden. Man kann sich nicht auf die freie Meinungsäusserung berufen, um die Menschenwürde anderer anzugreifen. «Die Würde des Menschen ist zu achten und zu schützen.» Auch das steht in der Bundesverfassung. Deshalb gibt es – unter klar formulierten Voraussetzungen – eben auch Grenzen dieser Freiheit und es braucht bei Angriffen auf die Menschenwürde jeweils eine sorgfältige Güterabwägung mit der Meinungsäusserungsfreiheit.

Das heutige Recht schützt Menschen vor Diskriminierung aufgrund von Rasse, Ethnie oder Religion. Nun hat das Parlament beschlossen, die bestehende Anti-Rassismus-Strafnorm zu erweitern und auch Diskriminierung aufgrund der sexuellen Orientierung unter Strafe zu stellen.

Von den Gegnern der Erweiterung der Anti-Rassismus-Strafnorm hört man immer wieder, es handle sich um ein Zensurgesetz, mit dem die Meinungsfreiheit eingeschränkt wird. Dieser Vorwurf wurde bereits 1994 bei der Einführung der Anti-Rassismus-Strafnorm gemacht.



Aber: Die Meinungsäusserungsfreiheit wird durch die Anti-Rassismus-Strafnorm nicht eingeschränkt. Sachliche Meinungsäusserungen – auch provokativ formuliert – bleiben selbstverständlich weiterhin möglich. Auch unanständige und kontroverse Meinungen sind durch die Meinungsäusserungsfreiheit geschützt. Hass jedoch ist eben nicht einfach eine Meinung, sondern eine Verletzung der Rechte anderer. In einem Klima des Hasses und der Angst kann es keinen freien Austausch von Meinungen geben.

In der Zwischenzeit haben wir 25 Jahre Erfahrung mit der Anti-Rassismus-Strafnorm. Es hat sich gezeigt, dass die Gerichte, insbesondere das Bundesgericht, bei der Anwendung und Auslegung zurückhaltend sind. Der Meinungsäusserungsfreiheit wird grosses Gewicht beigemessen. Die Hürden für eine Verurteilung sind hoch und es werden keine leichtfertigen Urteile gefällt. Dies zeigen auch die Fallzahlen: Seit der Einführung der Anti-Rassismus-Strafnorm gab es insgesamt 910 Fälle, in 2/3 der Fälle kam es zu einer Verurteilung. Das sind durchschnittlich 24 pro Jahr. In absoluten Zahlen sind das zwischen 1 und 51 Fälle pro Jahr. In anderen Bereichen hingegen kommt es zu Tausenden Verurteilungen pro Jahr. Beispielsweise wurden im Jahr 2018 über 3000 Personen wegen «Beschimpfung» verurteilt.¹

Das Bundesgericht hat in Zusammenhang mit dieser Strafnorm eine sehr klare, konzise und zurückhaltende Praxis entwickelt. Es hat klar festgehalten:

- Nur öffentliche Aussagen sind möglicherweise strafbar.
- Die diskriminierenden Äusserungen müssen vorsätzlich sein.
- Die Strafbarkeit ist nur gegeben, wenn Äusserungen so heftig sind, dass sie den Kern der Menschenwürde tangieren.

Das Bundesgericht wie auch die anderen Gerichte verwendeten die Rassismus-Strafnorm nicht als politische Keule gegen unliebsame Gegner.

Es kann also festgehalten werden:

- Wer respektvoll bleibt, riskiert keine Strafe.
- Kritische Meinungen und kontroverse Diskussionen sind weiterhin möglich.
- Äusserungen im Familien- oder Freundeskreis sind nicht betroffen.
- Diskriminierendes Verhalten ist nur strafbar, wenn es öffentlich erfolgt. Konkret: Stammtischgespräche bleiben erlaubt. Denn wenn jemand ein Gespräch mithört, das nicht für ihn bestimmt ist, ist das Gespräch nicht öffentlich.

¹ <https://www.tagesanzeiger.ch/schweiz/standard/antirassismusstrafnorm-wird-nur-selten-angewendet/story/28384256>

Zahlen gem. Eidg. Kommission gegen Rassismus (EKR).